

0953

2 juin 1980

Accord relatif aux transports internationaux par route entre la Suisse et l'Italie, délégation, instructions

- Département des transports, des communications et de l'énergie.
Proposition du 13 mai 1980 (annexe)
- Département des affaires étrangères. Co-rapport du 19 mai 1980
(adhésion)
- Département de l'intérieur. Co-rapport du 22 mai 1980 (annexe)
- Département des transports, des communications et de l'énergie.
Rapport complémentaire du 29 mai 1980 (annexe)
- Département de l'intérieur. Co-rapport complémentaire du
2 juin 1980 (adhésion)
- Département de justice et police. Co-rapport du 28 mai 1980
(adhésion)
- Département des finances. Co-rapport du 29 mai 1980 (adhésion)

Vu la proposition du département des transports, des communications et de l'énergie et compte tenu de la procédure de co-rapport, le Conseil fédéral

d é c i d e :

1. Des pourparlers seront entamés avec l'Italie en vue de conclure un accord relatif aux transports internationaux par route entre la Suisse et l'Italie;
2. Les instructions qui font l'objet des points 2, 3 et 4 de la proposition sont données à la délégation suisse;
3. La délégation suisse est composée comme il suit:

a. pour la phase ayant lieu en Suisse:

MM. Franco Giorgetti

Max Fischer
Gérard Chappuis

Giuseppe Del Don

Benno Beck

Luciano Camponovo

Lorenz Zünd

Marc-André Salamin

Albin Zbinden

sous-directeur de l'Office des transports, chef de la délégation adjoint à l'Office des transports adjoint scientifique à l'Office des transports
secrétaire à l'Office des transports
chef de l'Office de l'économie publique du Liechtenstein suppléant du chef de la Division SCM de la DG CFF
chef de division, Division principale de la circulation routière collaborateur diplomatique, département des affaires étrangères
chef de section, administration fédérale des douanes

Dodis



- 2 -

b. pour la phase ayant lieu à l'étranger:

MM. Franco Giorgetti sous-directeur de l'Office des
 transports, chef de la délégation
 Giuseppe Del Don secrétaire à l'Office des transports
 un représentant de l'ambassade de Suisse à Rome

c. La délégation suisse est autorisée à s'adjoindre à titre d'expert une représentation de l'Association suisse des transports routiers (ASTAG).

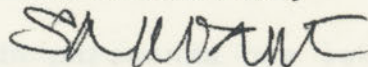
d. Pour la phase ayant lieu à l'étranger, le chef de la délégation est autorisé, selon les besoins, à compléter la délégation par des représentants des services intéressés de la Confédération et de la Principauté de Liechtenstein.

4. Le chef de la délégation suisse est autorisé à parapher ou à signer, au nom du Conseil fédéral, sous réserve d'approbation, l'accord issu des pourparlers conformément aux instructions de la présente proposition;
5. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pleins pouvoirs nécessaires;
6. L'Office du personnel est chargé de fixer l'indemnité journalière pour la phase ayant lieu à l'étranger pour les fonctionnaires membres de la délégation suisse.

Extrait du procès-verbal:

- EVED 8 pour exécution avec les pouvoirs.
- EFD 14 (EFV 7, EPA 5, EZV 2) pour exécution
- EDA 11 (GS 6, DV 5) pour connaissance
- EDI 3 " "
- EJPD 5 (GS 3, BAP 2) " "
- EFK 2 " "
- FinDel 2 " "

Pour extrait conforme:
 Le secrétaire,





3003 Berne, le 13 mai 1980

Distribué

Au Conseil fédéral

Accord relatif aux transports internationaux
 par route entre la Suisse et l'Italie

1) Le 19 septembre 1957 la Suisse et l'Italie ont conclu un accord relatif à la circulation des véhicules automobiles et aux transports routiers (RO 1960 357) lequel est entré en vigueur le 19 mars 1960.

A la suite de difficultés survenues dans l'application dudit accord, les autorités italiennes l'ont dénoncé avec effet au 31 décembre 1969.

Un régime provisoire fondé sur les dispositions de l'accord dénoncé a été introduit tacitement.

En vue de régulariser la situation en matière de transports internationaux par route entre la Suisse et l'Italie, les autorités italiennes ont exprimé le désir de négocier un nouvel accord.

Etant donné qu'autant les transports de personnes que les transports de marchandises revêtent une grande importance pour l'économie suisse en général et pour l'industrie de transports routiers en particulier, nous estimons qu'il convient de donner une suite favorable à la demande italienne.

2) Pour le transport de personnes la délégation suisse, sous réserve de réciprocité, devrait être autorisée à proposer le régime de liberté comme il est d'ailleurs appliqué à l'égard

de tous les transporteurs étrangers. Cependant, dans le cas où l'Ordonnance d'exécution II du 4 janvier 1960 de la loi sur le service des postes subordonne l'utilisation de véhicules en transports de personnes à concession, un tel document sera exigé et les émoluments y relatifs perçus.

- 3) En ce qui concerne les transports de marchandises, en trafic bilatéral et en transit, le régime libéral existant actuellement devrait pouvoir être maintenu.

Pour le trafic avec les pays tiers, les autorités italiennes proposent que le régime d'autorisation préalable contingenté actuel reste en vigueur.

- 4) Par demande formelle du 19 janvier 1977, les autorités de la Principauté de Liechtenstein ont exprimé le désir de voir les effets de tous les accords relatifs aux transports internationaux par route, dont la Suisse fait partie, être étendus à la Principauté. La délégation suisse proposera donc d'inclure un article dans l'accord, précisant que l'accord étend ses effets à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que ledit pays sera lié à la Suisse par un traité d'union douanière.

- 5) Les négociations débiteront à Berne.

Il est probable qu'elles se dérouleront en deux temps et qu'aux pourparlers de Berne en succéderont d'autres en Italie où l'accord devrait être définitivement mis au point.

Nous fondant sur ce qui précède, nous avons l'honneur de vous

p r o p o s e r :

1° d'entamer des pourparlers avec l'Italie en vue de conclure un accord relatif aux transports internationaux par route entre la Suisse et l'Italie;

2° de donner à la délégation suisse les instructions qui font l'objet des points 2, 3 et 4 ci-dessus;

3° de composer la délégation suisse comme il suit:

a) pour la phase ayant lieu en Suisse:

MM. Franco Giorgetti	DEPAR DES	sous-directeur de l'Office des transports, chef de la délégation
Max Fischer		adjoint à l'Office des transports
Gérard Chappuis		adjoint scientifique à l'Office des transports
Giuseppe Del Don		secrétaire à l'Office des transports

Pour rapport joint au:

Benno Beck

chef de l'Office de l'économie
publique du Liechtenstein

Luciano Camponovo

suppléant du chef de la Division
SCM de la DG CFF

Lorenz Zünd

chef de division, Division prin-
cipale de la circulation routière

Marc-André Salamin

collaborateur diplomatique,
Département des affaires étran-
gères

Albin Zbinden

chef de section, Administration
fédérale des douanes

b) pour la phase ayant lieu à l'étranger:

MM. Franco Giorgetti

sous-directeur de l'Office des
transports, chef de la délégation

Giuseppe Del Don

secrétaire à l'Office des trans-
ports

un représentant de l'ambassade de Suisse à Rome

c) La délégation suisse est autorisée à s'adjoindre à titre d'expert une représentation de l'Association suisse des transports routiers (ASTAG).

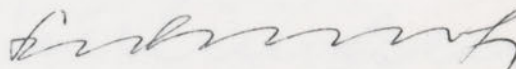
d) Pour la phase ayant lieu à l'étranger, le chef de la délégation est autorisé, selon les besoins, à compléter la délégation par des représentants des services intéressés de la Confédération et de la Principauté de Liechtenstein.

4^o d'autoriser le chef de la délégation suisse à parapher ou à signer, au nom du Conseil fédéral, sous réserve d'approbation, l'accord issu des pourparlers conformément aux instructions de la présente proposition;

5^o de charger la Chancellerie fédérale d'établir les pleins pouvoirs nécessaires;

6^o de charger l'Office du personnel de fixer l'indemnité journalière pour la phase ayant lieu à l'étranger pour les fonctionnaires membres de la délégation suisse.

DEPARTEMENT FEDERAL DES TRANSPORTS,
DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE



Schlumpf

Pour rapport joint au:

- Département des affaires étrangères
Direction du droit international public
- Département de justice et police
Division principale de la circulation routière
- Administration fédérale des douanes

Extrait du procès-verbal au:

- DFTCE	8	pour exécution	
- DFAE	11	(GS 6, DV 5)	pour connaissance
- DFJP	5	(GS 3, PolA 2)	" "
- DFF	11	(FV 3, OZD 2)	" "
- EFK	2		" "
- Fin.Del.	2		" "

DEPARTEMENT FEDERAL DES TRANSPORTS,
DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE

Schumpf
Schumpf



EIDGENÖSSISCHES VERKEHR- UND ENERGIEWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS ET DE L'ÉNERGIE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

0.3

3003 Bern, 22. Mai 1980 St

Ausgeteilt

A n d e n B u n d e s r a t

Accord relatif aux transports
 internationaux par route entre
 la Suisse et l'Italie

M i t b e r i c h t

zum Antrag des Verkehrs- und Energiewirt-
 schaftsdepartements vom 13. Mai 1980

Das unterzeichnete Departement unterstützt den Antrag des Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartements vom 13. Mai 1980. Da indessen die Verhandlungen mit Italien betreffend einen Staatsvertrag über die internationalen Strassentransporte zwischen der Schweiz und Italien allenfalls erhebliche Auswirkungen auf den schweizerischen Strassenbau haben können, wünschen wir, dass die schweizerische Delegation zumindest für die Verhandlungen in der Schweiz durch einen Vertreter des Bundesamtes für Strassenbau ergänzt werde. Als Vertreter dieses Amtes schlagen wir

Dr. Felix Endtner, Vizedirektor,

vor.

In diesem Sinne stellen wir Antrag.

EIDGENOESSISCHES
 DEPARTEMENT DES INNERN

H. K. K.



Ausgeteilt

3003 Bern, 29. Mai 1980

An den
Bundesrat

Accord relatif aux transports
 internationaux par route entre
 la Suisse et l'Italie

S t e l l u n g n a h m e

zum Mitbericht des Departemen-
tes des Innern vom 22. Mai 1980

Das in Rede stehende Abkommen bezweckt, die Durchführung gewerbsmässiger Personen- und Güterbeförderungen auf der Strasse zwischen der Schweiz und Italien sowie im Transit durch das Gebiet der beiden Staaten nach dem Grundsatz der Gegenseitigkeit zu regeln. Dadurch soll die Wettbewerbsbenachteiligung, die sich für die schweizerischen Unternehmer wegen der unterschiedlichen Gesetzgebungen ergibt, beseitigt werden. Gegenstand des Abkommens ist somit die Umschreibung der kontingentierten, der genehmigungspflichtigen oder von der Genehmigungspflicht ausgenommenen Transporte sowie zollrechtliche und strassenpolizeiliche Fragen. Für Fahrten auf schweizerischem Hoheitsgebiet bleiben in jedem Fall die schweizerischen Vorschriften über Masse und Gewichte der Fahrzeuge anwendbar. Diese und andere strassenpolizeiliche Erfordernisse (Verkehrsbeschränkungen usw.) werden vom Vertreter des Justiz- und Polizeidepartementes wahrgenommen. Belange des Strassenbaus kommen in diesen Verhandlungen ebensowenig zur Sprache wie die Erörterung neuer Strassenachsen. Eine Mitwirkung des Bundesamtes für Strassenbau erscheint deshalb umso weniger erforderlich, als auch die italienische Seite keine für Strassenbaufragen kompetente Vertreter delegieren wird.



Ausgeteilt

3003 Bern, 29. Mai 1980

An den
Bundesrat

Accord relatif aux transports
 internationaux par route entre
 la Suisse et l'Italie

S t e l l u n g s c h l o s s e n :

zum Mitbericht des Departemen-
tes des Innern vom 22. Mai 1980

Das in Rede stehende Abkommen bezweckt, die Durchführung gewerbsmässiger Personen- und Güterbeförderungen auf der Strasse zwischen der Schweiz und Italien sowie im Transit durch das Gebiet der beiden Staaten nach dem Grundsatz der Gegenseitigkeit zu regeln. Dadurch soll die Wettbewerbsbenachteiligung, die sich für die schweizerischen Unternehmer wegen der unterschiedlichen Gesetzgebungen ergibt, beseitigt werden. Gegenstand des Abkommens ist somit die Umschreibung der kontingentierten, der genehmigungspflichtigen oder von der Genehmigungspflicht ausgenommenen Transporte sowie zollrechtliche und strassenpolizeiliche Fragen. Für Fahrten auf schweizerischem Hoheitsgebiet bleiben in jedem Fall die schweizerischen Vorschriften über Masse und Gewichte der Fahrzeuge anwendbar. Diese und andere strassenpolizeiliche Erfordernisse (Verkehrsbeschränkungen usw.) werden vom Vertreter des Justiz- und Polizeidepartementes wahrgenommen. Belange des Strassenbaus kommen in diesen Verhandlungen ebensowenig zur Sprache wie die Erörterung neuer Strassenachsen. Eine Mitwirkung des Bundesamtes für Strassenbau erscheint deshalb umso weniger erforderlich, als auch die italienische Seite keine für Strassenbaufragen kompetente Vertreter delegieren wird.



3003 Bern, 29. Mai 1980

Ausfertigung

Aus diesen Gründen beantragen wir, dem Begehren des Departementes des Innern, die schweizerische Delegation mit einem Vertreter des Bundesamtes für Strassenbau zu ergänzen, nicht zu entsprechen.

Bundesrat

EIDG. VERKEHRS- UND ENERGIEWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

Accord relatif aux transports internationaux par route entre la Suisse et l'Italie

Stellungnahme zum Mitbericht des Departementes des Innern vom 22. Mai 1980

Das in Rede stehende Abkommen bezweckt, die Durchführung gewerblicher Person- und Güterbeförderungen auf der Strasse zwischen der Schweiz und Italien sowie im Transit durch das Gebiet der beiden Staaten nach dem Grundsatz der Gegenseitigkeit zu regeln. Dadurch soll die Wettbewerbsnachteile, die sich für die schweizerischen Unternehmer wegen der unterschiedlichen Gesetzgebungen ergibt, beseitigt werden. Gegenstand des Abkommens ist somit die Umschreibung der kontingentierten, der genehmigungspflichtigen oder von der Genehmigungspflicht ausgenommenen Transporte sowie kollektive und strassenpolizeiliche Fragen für Parteien auf schweizerischem Hoheitsgebiet bleiben in jedem Fall die schweizerischen Vorschriften über Masse und Gewicht der Fahrzeuge anwendbar. Diese und andere strassenpolizeiliche Erfordernisse (Verkehrsbeschränkungen usw.) werden vom Vertreter des Justiz- und Polizeidepartementes wahrgenommen. Belange des Strassenbaus kommen in diesen Verhandlungen ebensowenig zur Sprache wie die Förderung neuer Strassenachsen. Eine Mitwirkung des Bundesamtes für Strassenbau erscheint deshalb umso weniger erforderlich, als auch die italienische Seite keine für Strassenbaufragen kompetente Vertreter delegieren wird.